Exposé des faits

PARQUET OU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT PRÈS LA COUR DE JUSTICE

MELUN

EXPOSÉ DES FAITS

Le Commissaire du Gouvernement près la Cour de Justice de Seine-et-Marne.

VU la procédure instruite contre

TRUCHON Valérie femme PETITJEAN 44 ans

dt a MITRY - MORY

détenue

Accusé d'atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat

Expose que de l'information il résulte les faits suivants :

En juin 1941, la nommée TRUCHON Valérie femme PETITJEAN a contrac té un engagement de 6 mois pour aller travailler volontairement en Allem magne. A son retour en France elle a adhéré au R.N.P. et a travaillé dans une fabrique de moteurs d'avions allemands. L'inculpée a fait une propagande certaine et active en faveur des allemands, tenant constamm ment des propos anti-français, et meme instatant grossièrement des com patriotes. Elle est accusée par les témoins, dame Barrière, Thenot et par le sieur Lepan d'avoir fait des recrutement pour le travail en allemagne.

En novembre 1942, les sieurs Kaufman acob, Kaufman Serge, et la da me anelova furent arrétés par la Police française agissant sur les instructions allemandes. Ils furent conduits au camp a Auschwitz, en allemagne et depuis, leur famille est sans nouvelle d'eux. Or, quelques jours avant leur arrestation les feldgendarmes étaient allés chez la femme Petitjean, et revenque enfin chez les Haufman en affirmant qu'ils savaient ou se trouvait celui qu'ils cherchaient et en disant qu'ils étaient bien renseignés par quelqu'un quil habitait pas tres loin. 1 e sieur aufman Javob a affirmé a ses fils laon et la reel qu'il était dé-

moncé par l'inculpé .

La femme 'etitjaan a reconnu que les allemands lui ont demandé c ce qu'elle savait sur Kaufman Maurice . Elle prétend , malgré l'évidence, avoir répondu qu'elle ne pouvait pas les renseigner. Il n'estpas sans interet de remarquer qu'elle était en mauvais termes depuis plué sieurs années avec la famille Kaufman. D'autre part, apres s'etre renseignée a diverses autorités françaises dont la Prefecture la femme 'etit jean a écrit le 2I Février 1943 au Commandant de la Kommandantur de Meau x une lettre dans laquelle alle se plaignait du sieur Dine Rogers en ajoutant qu'elle ne pouvait s'adresser a la Police de la région cette dernière était entièrement gaulliste alors qu'elle même et son mari étaient des hitlériens .

Casier : Neant

Renseignem nts : : moralité douteuse, propagandiste en faveur de l'allemagne

Archives départementales de Seine-et-Marne – AD77, Up3513, dossier n°304

Exposé des faits (suite)

Attendu que de l'information, il résulte charges suffisantes contre TRUCHON Valérie femme PETITJEAN d'avoir a Mitry e Mesy de I940 a I944 en tout cas depuis temps n non prescrit et sur le territoire national en temps de guerre par des actes non approuvés par le gouvernement exposé per des Français a subir des représailles et ce, dans l'intention de favoriser les entreprises de toute nature a l'ennemi. Faits prévus et punis par l'article 79 § 2 et 83 du C.P. Nous, Commissaire du Gouvernement près la Cour de Justice de Seine-et-Marne, VU les dispositions de l'ordonnance du 28 Novembre 1944, Concluons au renvoi d devant la Cour de Justice de Seine-et-Marne. 22 aout 1945 Fait au Parquet de Melun, le LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT,

Témoignage de Marcel Kaufmann

COUR DE JUSTICE	Déposition du Témoin Rofman March
DE MELUN	Deposition dustemoin no man la col
DE MELON	
	L'an mil neuf centificant sing lettert et au du mois de afrifiet a-
	the heures o domi
Affaire	Devant nous AN CABANTOUS Juge d'instruction de l'arrondissement
	de Melun, en notre cabinet du Palais de Justice, assisté de MRRE CORNILLEAU
	commis-greffier assermenté,
CONTRE	A comparu le témoin ci-après nommé lequel entendu séparément et hors de la
fe detreay	présence d prévenu après avoir représenté la citation à lui donnée pour déposer,
	après avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, et déclaré d'après la demande que nous lui en avons faite qu'il se nomme :
	Lafmann March, 38 aus, electricuis, 206 Pen de la Commence
0	et qu'il n'est point domestique, parent ou allié d prévenu
Coûr : 249	A déposé ce qui suit :
0	Dans cette affaire, je puis vous dire que quelques
	temps avant l'arrestation de mes parents, mais après les
	visites que firent chez eux les Feldgendarmes, mon père auquel j'étais allé rendre visite, me dit qu'il était dé-
	nome par Madame Petit Jean car avant que les Feldgendar-
	mes n'en trent chez lui ils étaent al lés chez Madame Pe-
	titjean. Il avait vu lui-même les allemands en trer chez cette dame qui reçut d'autre part leur visite après qu'
	ils furent revenus pour la deuxième fois chez nous
	Alors que mes parents étaient encore à Drancy, j'ai reçu une carte de mon frère Salomon dans laquelle il me
	disait: "Nous al lons partir vers l'Est stil nors arrive
	"quelque chose n'oubliez pas la mère Petitjean". J'ai dé- chiré cette carte à l'époque, pour ne pas avoir d'ennuis,
	mais j'ai appris par coeur la phrase que je ci te de mé-
	moire.
0.1	Je sais que ma soeur Mireille a reçu de ma mère une carte du même genre accusant Madame Petitjean. Ma mère he
	Salt las ecrire le français, aussi le texte était médica
	ma marka so eur a détruit cette correspondance.
"	
	Lecture faite, persiste et signe
	and would et le Greffier, approximent me
	mots et lignes rayes nuls.
	2 6/1 -0.10
	Jan Joulet
/	
the state of the s	

Témoignage de Marcel Kaufmann (suite)

immédiate, d'autant plus qu'avant d'arriver chez moi ce jour là et ceci confirme les renseignements que m'avait donné mon père, j'avais aperçu devant la porte de Madame Petitjean une mot ocyelle te de la Feldgendarmerie.

Madame Petitjean était fachée avec mes parents depuis plusieurs années. Elle devait à mon père une certaine somme d'argent qu'el le max pagsits se refusait à lui payer. Je vous si gnale enfin qu'avant ces faits, Madame Petitjean avait dit à ma mère: "Je vous la ferai vendre votre baraque". S.I. Mes parents xxxx étaient marchands ambulants en tisas. C'est ma mère qui m'a rapporté ce propos. SII. Je n'ai pas pu savo ir et les policiers l'ignoraient eux-mêmes à l'époque, le motif de l'arrestation de mes parents et de mon frère. Ils ont simplement reçu l'ordre d'amener toute la siege ou la Certato! famille Koffmann dem eu rant à Mitry, à Mel un, d'où elle a été envoyée à Dran cy.
Les agents français avaient reçu l'ordre d'arréter tous les
Kof fmann de Mit ry. Ils ne m'ont pas arrété moi-même paræ bienne Veillance.
J'ai su d'aille urs après par un des Inspecteurs qui ont procédé à l'arrestation que les allemands de la Gestapo xxxixent xx-x lui avai ent reproché de ne pas m'avo ir mis en état d'arrestation. Après ces événements, j'ai pris la décision de me cacher et je n'ai pas été imquiété.

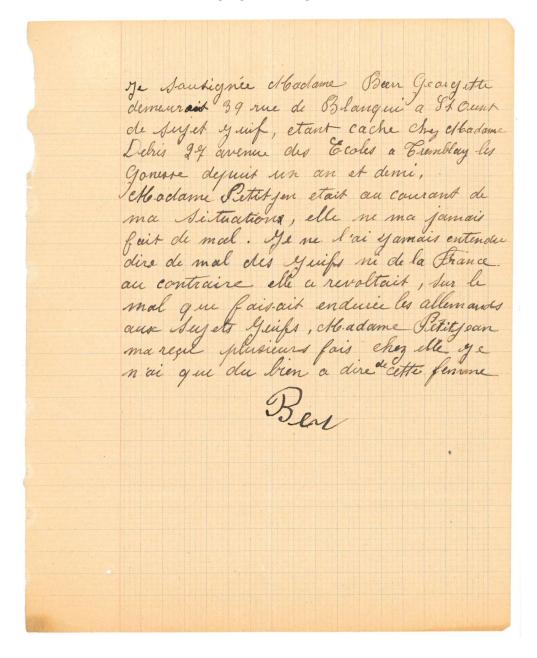
Avat qu'ils ne s'en alllent, conduits par les agents, ma mère et surtout mon père, cel ui-ci étant particulièrement affirmatif ont dit qué c'était Madame Petit pan qui les avait donnerés.

Ma soeur Mireille Albert ne pour rait vous fournir d'atre renseignement que ceux-que je viens de vous donner. Lecture faite, persiste et signe * * c Nous et le Greffier, approusant and muis et lignes rayes nuls. Manfera Parielle ?

Témoignage de Léon Kaufmann

COUR DE JUSTICE DE MELUN	Déposition du Témoin : Jaufuau lins
	L'an mil neuf cente, mant inf le trute et my du mois de fielet a
	At heuret of da min,
Affaire	Devant nous, EAN CABANTOLL Juge d'instruction de l'arrondissement
	de Melun, en notre cabinet du Palais de Justice, assisté de MERRE CORNILLE
	commis-greffier assermenté,
CONTRE	A comparu le témoin ci-après nommé lequel entendu séparément et hors de la
Je d'origean	présence d prévenu après avoir représenté la citation à lui donnée pour déposer,
	après avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, et déclaré
	d'après la demande que nous lui en avons faite qu'il se nomme :
	Jacquam gin, 38 am, mayerinis a chity homy 79 luce
	Jean Preflix to Clement
	et qu'il n'est point domestique, parent ou allié d prévenu
Соит:	A dénocé ce qui quit :
4	A déposé ce qui suit : Je confirme les deux dépositions que j'ai fai tes dan
	cette affaire.
	Mon père, Kaufmann Jacob, ma mère Esther Manélova et monfrère Kaufmann Salomon dit Serge ont été arrétés le
	trei ze novembre 1942 par la police française de Mitry-
	Mory agissant sur instructions des allemands. Ils ont é comduits au camp de Drancy et delaà, le trei ze février
	1943, en Allemagne, au camp d'Ausschwitz, je présume.
	ntai jamais eu de nouvelles de na famille.
	Antérieurement à l'arrestation, soit une quinzaine d jours environ avant celle-ci, j'ai su par mes parents of
	des Feldgendarmes étaient venus chez nous une première
	fois et y avaient recherché mon frère Kaufmann Maurice qui se cachait parce qu'il était en situation irréguliè
	n'ayant pas de carte d'identité.
/	Mon père m'a dit q 'avant de se rendre chez nous, le Fel dgendarmes étaient allés chez Madame Petitjean chez
	la quel le ils étaient restés un quart d'heure ou vingt m
	nutes. Après leur visite à la maison, comme on leur avait di
	qu'on ne savait pas où était mon frère, ils retournèrer
	chez Madame Petitjean et revinrent enfin dez nous, aff mant qu'ils savaient où se trouvait celui qu'ils recher
	chaient et indiquant, que c'était nous qui le cachions.
	Je me trouvai là lors de leur deuxième visite et j'a entendu les allemends dire à mon père que ils étaient
	absolument certains que mon frè re Marrice était hébergé caché dans la maison. Ils nous ont reproché au sai de me
	caché dans la maison. Ils nous ont reproché au sai de me pas por ter l'étoile et ils sont partis en disant qu'ils
	étaient bien reisgignés par quelqu'un quin habitait pa
4	loin de chez nous. Il est évident que les allemands fai-
	sai ent allusion à Madame Petit Jean qui est not re voisi
	La

Témoignage de Georgette Berr



Prononcé du jugement

SECTION DE SEINE-ET-MARNE		8
DÉCLARATION DE	LA COUR	
AUDIENCE DU 21 Septembre 1145.		
AFFAIRE Brucksoy Valerie Jamme Po	6.41.	1/ -
AFFAIRE VIIIITAY TUIC VE James Jo	lifeay - 4	7 au
		CIRCONSTANCES
QUESTIONS	RÉPONSES	ATTÉNUANTES
10 - Le nommé Panchoy Palerie Jemma	Oui a la	
accuse ici present est-il coupable d'avoir en da 7140		
accuse lei present est il coupaine d d'or de la	Majonite:	
		1
en tous cas entre le 16 juin 1940 et la date de la libération, et dans le département de Seine-et-Marne, étant		
par des actes non		
approuvés par le Gouvernement, exposé en temps de		
guerre, des français à subir des représailles? 2º — Les dits faits ont-ils été commis avec l'intention		
de favoriser les entreprises de toute nature de l'ennemi	Oui a'fa	
au préjudice de la France ou de l'une quelconque des	Majanto:	
nations alliées en guerre contre les puissances de l'axe?		
Driving to Lo Com		
d'la Majorite Contourne de Jemme Quingo aunes la travaux forces, a celle de fajour - Pronouv le Confication de Contourne a le Juige à la vignar	Petit kay a to	Seine le
Quingo annes la travaux forces, à celle	A Jainscans	ves furtisting
de lipur - Promone le Confricating.	la lotaliti	à de bien.
do Convamme a to Jaire a to rignar	ating yationale	-da
Bu Samue and other. Pisis an minis	may be rune 1	La Contiani Ze
Sa water. Ontones la accuse a port	histo prince	on le bi
Myday h Il Liften bus It	H.	
-00	dr)	700
12 mila i fill was	7/2	P.B.